

**Conférence sur la justice fiscale et l'égalité des genres 2021
« Des perspectives féministes et la spéculation sur un nouveau système fiscal
qui favorise l'égalité des sexes »
6 - 8 décembre 2021**

Note conceptuelle

Contexte

L'Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (GATJ) a créé le groupe de travail sur la fiscalité et le genre afin d'offrir un espace à ses membres et partenaires pour s'engager directement dans l'analyse des politiques, dans les mobilisations et les campagnes, visant à renforcer l'intégration mondiale des organisations de justice fiscale et des autres mouvements de justice. En mars 2017, nous avons organisé la toute première campagne des Journées mondiales d'action pour les droits des femmes - désormais intitulée « Campagne pour faire les taxes servir aux femmes » - avec des actions menées dans plus de 35 pays à travers le monde.

Sur la base de cette campagne, en juin 2017, nous avons coorganisé la toute première convocation sur les droits des femmes et la justice fiscale à Bogota, en Colombie, avec les organismes Tax Justice Network, Internationale des services publics et Friedrich Ebert Stiftung. L'un des résultats les plus importants de cette réunion a été l'élaboration de la Déclaration de Bogota. Cette déclaration a donné le ton à nos campagnes et à notre plaidoyer sur les demandes communes adressées aux gouvernements, ainsi qu'au renouvellement de nos engagements à exiger la justice fiscale pour les droits des femmes et à agir comme un matériel de référence à propos de la fiscalité et du genre et elle continue de soutenir la stratégie du groupe de travail. Depuis ce jour, le groupe de travail a également publié le guide Encadrement de la Fiscalité Féministe et mène actuellement une Académie de leadership sur la fiscalité et le genre. Ces événements et publications sans précédent ont donné le ton de notre travail et nous sommes présents dans un certain nombre d'espaces d'élaboration de politiques au niveau mondial. Ensemble, nous avons continué à plaider pour que les gouvernements et les institutions multilatérales fassent en sorte que la fiscalité serve aux femmes.

Au milieu de l'année 2020, en réponse aux impacts de la pandémie de Covid-19 sur nos méthodes de travail, les membres du groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ et du mouvement pour les droits des femmes se sont réunis collectivement lors d'une série de réunions virtuelles pour i) élaborer des stratégies¹ et développer des perspectives et des narrations féministes, afin de progresser vers une égalité de genre substantielle et vers les droits des femmes, ii) ainsi que pour explorer des voies féministes alternatives pour se sortir

¹ GATJ Covid-19 Briefing
<https://docs.google.com/document/d/1Fogmrex10V19PvRgZcaDvns40sYBcDE3MkC-N9osVCI/edit#bookmark=id.q2taptuafod4>

des crises socio-économiques déclenchées par la Covid-19, sur la base des réalités vécues, des expériences et des différences contextuelles.

Le groupe de travail sur la fiscalité et le genre a identifié le besoin i) de créer un espace pour partager, discuter et développer une analyse féministe à propos de l'impact des crises socio-économiques induites par la Covid-19 sur les plus marginalisés, à partir d'une position d'intersection. Et le besoin ii) d'un récit alternatif et d'une réponse structurelle au modèle orthodoxe existant, en intégrant l'analyse féministe dans les espaces politiques et macroéconomiques avec une perspective du genre afin d'établir un système fiscal et économique féministe durable.

Contexte

L'analyse féministe est fondamentale pour révéler la partie obscure de la défectueuse architecture financière internationale et ses impacts sur les droits des femmes, alors que les systèmes d'oppression néolibéraux et patriarcaux actuels continuent d'exclure l'analyse féministe critique et les voix des femmes dans les processus d'élaboration des politiques. Les défaillances structurelles du système fiscal mondial, opaque et obscur, continuent de saper les obligations des États à réaliser pleinement les droits humains des femmes.

Alors que la crise de la Covid-19 touche tout le monde, des femmes et des filles sont confrontées à des risques économiques, sanitaires et sociaux spécifiques et souvent disproportionnés en raison des inégalités, des normes sociales et des rapports de force inégaux qui sont profondément ancrés dans la société. Des recherches montrent que la pandémie continue d'exacerber les inégalités structurelles préexistantes, telles que l'inégalité entre les genres dans ses différentes formes². Les femmes continuent de supporter la charge du care³ et du travail domestique et assument des rôles de soins supplémentaires au niveau familial et communautaire. Les femmes sont également surexposées aux travaux qui sont dangereux, non-protégés, précaires et informels. Selon l'UNDP, les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel : ce sont 740 millions de femmes du monde entier, et plus de 70 % des femmes qui occupent des emplois informels dans des économies en développement⁴. Pourtant, les réponses et les mesures de reprise ne répondent pas aux besoins des femmes et se concentrent sur les incitatifs fiscaux régressifs, la réduction des taux de l'impôt des sociétés et les politiques d'austérité.

La promotion des mesures d'austérité et des compressions budgétaires par les institutions financières internationales, sans pour autant réduire et restructurer le fardeau de la dette, réduisent les ressources disponibles pour les services publics qui devraient garantir les droits des femmes, et ceux qui en ont les moyens ne contribuent pas à leur juste part. Les multiples crises dont nous sommes témoins, du changement climatique à la récession socio-économique, ont donc réaffirmé le besoin urgent de répondre aux lacunes des

² Note de politique des femmes de Nations unies : L'impacte de la Covid chez les femmes

<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf> [en anglais]

³ IWD 2020 FICHE D'INFORMATION : LE CARE EN CRISE <https://iwda.org.au/resource/factsheet-care-in-crisis/> [en anglais]

⁴ UNDP 2020, L'Inégalité de genre et la crise de la COVID-19: Une perspective de développement humain :

http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_-_gender_dashboards_final.pdf [en anglais]



systèmes financier et fiscal mondiaux. De plus, la communication et l'engagement virtuels à l'ère de la Covid-19 ont signifié que la société civile est de plus en plus exclue des espaces et des processus décisionnels.

Le Groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ propose donc d'organiser une conférence annuelle inaugurale sur la justice fiscale, l'égalité des genres et les droits des femmes.

Objectif principal :

L'objectif principal de la conférence est d'offrir un espace pour discuter des perspectives féministes à travers la réinvention d'un nouveau système fiscal et économique pour la réalisation d'une substantielle égalité de genre et des droits des femmes.

Objectifs spécifiques :

1. Cette conférence offrira un espace aux personnes de la société civile, de l'université, de la recherche, des syndicats et des législateurs pour examiner et discuter des perspectives féministes et des récits des multiples crises en cours afin de concevoir des politiques et de consolider collectivement nos analyses et positions féministes.
2. La conférence sera **l'occasion de partager des points de vue, de réfléchir et d'élaborer des stratégies en matière de plaider pour la justice fiscale**, et d'approfondir ou de créer de nouveaux partenariats pour un plaidoyer orienté vers l'action.
3. La conférence offrira un **espace sécurisé** où les organisations de droits des femmes et les mouvements pour la justice fiscale pourront **se connecter, s'engager, apprendre et construire des alliances** grâce à la collaboration et au networking, et partager leur expertise et leurs expériences pour concevoir une politique fiscale et contribuer aux discussions sur les réformes fiscales.
4. La conférence s'appuiera sur le guide **Framing Feminist Taxation** pour analyser à partir d'une **perspective féministe l'architecture financière internationale** et les réponses aux crises déclenchées par la Covid.
5. La conférence cherchera également à **renforcer la capacité des participants de l'Académie de leadership**, un projet du groupe de travail sur la fiscalité et le genre, ainsi que **d'autres personnes intéressées** à ce domaine, à plaider avec force en faveur des réformes fiscales et à relier les programmes de plaidoyer mondiaux et régionaux aux programmes de transformation nationaux et locaux.

Notre message :

1. **Veiller à ce que les politiques fiscales et budgétaires reconnaissent, récompensent, réduisent, redistribuent et revendiquent les prestations du care et travaux domestiques** non rémunérés, y compris mettre en place des politiques relatives au travail du care.
2. **Réduire les charges fiscales injustes qui pèsent sur les femmes et adopter une fiscalité progressive, re-distributive et égalitaire entre les genres** – y compris de nouvelles formes d'imposition du capital et de la richesse - en s'appuyant moins sur les taxes à la consommation et en mettant fin aux incitations et exonérations fiscales néfastes.
3. **Supprimer les préjugés et les discriminations liés au genre dans les politiques fiscales** afin de garantir que les recettes fiscales soient collectées, allouées et dépensées de manière à promouvoir l'égalité des genres.
4. **Assurer un financement adéquat et la prestation de services sociaux attentifs à la dimension de genre**, qui promeut les droits des femmes et réduisent les inégalités, notamment par la budgétisation sensible au genre.
5. **Créer un organisme fiscal mondial inclusif et intergouvernemental des Nations unies** afin de garantir l'égalité des droits d'imposition des états-nations et de mettre fin à toutes les formes d'abus fiscal de la part des multinationales et des plus riches.

Organisation :

La conférence mondiale est envisagée d'être une co-création des membres du groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ et des réseaux régionaux. Il s'agit d'un espace qui renforce les liens et améliore la collaboration avec d'autres membres du mouvement pour la justice fiscale et du mouvement des femmes afin de façonner collectivement l'analyse, les agendas et les alliances qui conduisent les stratégies visant à faire de la justice fiscale, de la justice de genre et des droits humains des réalités vécues. **La conférence sera un moment stratégique de lancement** pour mettre en place une position politique féministe sur la fiscalité et le genre, avec des conférences régionales de suivi qui seront organisées ultérieurement.

La conférence sera organisée en plusieurs séances virtuelles des événements parallèles et principaux. Les organisateurs examineront la possibilité d'organiser un **parcours pictural** pour construire le débat sur la fiscalité et le genre à travers d'un documentaire ou d'une courte vidéo ou de diapositives illustrées, afin de montrer aux gens le parcours et de présenter les activités de chaque pays. **Un communiqué** sera publié à la fin de la conférence pour souligner les recommandations clés et pour la poursuite de notre travail dans les différents espaces d'élaboration des politiques.



Événements principaux : Ils seront coorganisés avec la GATJ

Événements parallèles : La GATJ, les régions et les partenaires sont invités à organiser des événements parallèles. L'organisation avec d'autres partenaires est encouragée pour garantir une approche collaborative. La créativité dans l'organisation des séances sera encouragée pour s'assurer qu'il ne s'agit pas seulement de séances plénières et de gens qui ne font que parler, et des ateliers et des espaces d'apprentissage seront inclus dans le programme. La conférence organisera des **séances centrées sur les niveaux régional et national, dirigées par TJNA, TAFJA, RFALC, TJ-E**, tout en veillant à ce que les différents fuseaux horaires soient pris en compte.

Les membres du groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ, les réseaux régionaux et les autres partenaires seront invités à soumettre les descriptions des événements pour accueillir des événements parallèles. La co-animation avec d'autres partenaires sera fortement encouragée. **Un appel à candidatures** pour organiser des séances en collaboration sera envoyé début novembre et sera clôturé après deux semaines (du 1er au 14 novembre). L'appel comprendra un sondage pour que les organisations intéressées choisissent les horaires et les dates. La co-animation de l'événement principal et des événements parallèles sera fortement encouragée.

Les séances seront divisées en fonction de ces principaux thèmes qui seront codés par des couleurs dans le programme de la conférence tel qu'on le voit ci-après :

1. Analyse et consolidation des politiques féministes
2. Ateliers d'apprentissage
3. Networking et connexion
4. Visionner un système fiscal féministe

5. Analyse et consolidation des politiques féministes

La conférence nous offrira l'opportunité de construire collectivement notre analyse, d'y réfléchir et d'en faire l'inventaire.

- Ce sera un forum pour consolider nos analyses et positions. On suggère l'inclusion, dans l'ordre du jour, d'une analyse féministe consolidée de ce qui se passe actuellement à propos des menaces à nos droits. La pandémie offre une opportunité historique de changer le système tributaire et fiscal pour qu'il serve aux femmes et

aux filles. Les dates proposées se situent aussi dans les 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre et proche de la journée internationale des droits de l'Homme, et cette coïncidence peut être mise à profit de notre plaidoirie commune.

- La conférence serait l'occasion idéale pour partager des analyses et des propositions alternatives, ainsi que pour l'apprentissage et la construction d'une narration. Par exemple, des séances qui se centrent sur des travailleurs informels, des questions de niveau macro, y compris la dette-austérité, les papiers Pandora et le panel FACTI.
- Organisation d'une **séance publique de haut niveau** avec des législateurs.
- La conférence fournira une bonne plateforme pour l'analyse de puissance et nous permettra de tirer parti de l'actuel moment politique et de transmettre les résultats à d'autres espaces. De nombreuses recherches et informations ont mis en évidence l'impact de l'austérité causée par la Covid sur les femmes, exacerbant les inégalités existantes.

Ateliers d'apprentissage

- La conférence sera une bonne opportunité pour mettre en lumière les apprentissages de notre travail, les défis, les idéaux et les recommandations et pour présenter des résultats afin d'explorer les possibilités d'étendre notre plaidoyer commun.
- Les séances d'apprentissage ou pratiques peuvent inclure : la cartographie du pouvoir, l'élaboration des stratégies pour le changement du système et des boîtes à outils de campagne et d'influence ;
- Les conférenciers seront invités à partager un résumé / court article sur leurs domaines d'intérêt, par exemple les modèles de fiscalité, des succès et des défis, des coalitions efficaces, l'avenir fiscal féministe / idéal.
- Les **séances de discussion** pourront prendre la forme d'ateliers, par exemple, sur l'asymétrie et l'analyse de puissance en s'appuyant sur des matériaux tels que : le guide Framing Feminist Taxation de la GATJ ; la boîte à outils Tax Justice Reflection Action d'ActionAid ; la boîte à outils de Womankind Worldwide pour la défense des droits humains des femmes ; les boîtes à outils d'Akina Mama wa Africa, FEMNET et AWID ; les boîtes à outils de Nawi et GADN sur les partenariats public-privé et du genre ; les clubs budgétaires de FOWODE ; ou d'autres initiatives de budgétisation sensibles à la dimension de genre.

Les **séances de discussion** prendront la forme d'ateliers, par exemple des séances sur l'asymétrie et l'analyse de puissance, le guide de la fiscalité féministe, la boîte à outils d'action de réflexion AA, la boîte à outils de plaidoyer pour les femmes WHRs, les boîtes à outils d'Akina Mama wa Africa & FEMNET & AWID IFFs, ou Nawi & GADN sur les PPP & le travail sur le genre, les clubs budgétaires de village FOWODE ou d'autres initiatives de budgétisation sensible au genre.



Networking et connexion

- La conférence nous donnera l'opportunité de faire du networking, parce que c'est toujours difficile de partager en ligne, une fois qu'il n'y a jamais assez de temps pour créer, par exemple, de petits groupes de discussion pour que les gens se rencontrent.
- Pour que la conférence soit un espace féministe et fournisse un espace de détente, nous explorerons de brèves sessions de **musique ou de méditation au début ou à la fin de la journée.**
- On se centrera sur l'adhésion aux coalitions et sur le fait d'élargir des alliances et comment faire entrer des petits groupes dans l'espace – On va explorer la possibilité d'avoir des animateurs externes pour le diriger.

Séances de rencontre & d'accueil avec des salles de discussions pour que les gens puissent discuter (en s'assurant que c'est un espace sécurisé et féministe)

Séance d'introduction au groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ

Envisager un système fiscal féministe

- Le groupe de travail continue d'être une force puissante et mobilisatrice qui devrait être exploitée pour déterminer le plan de relance économique féministe et les possibilités de justice fiscale plus larges, et pour ancrer cela dans l'expérience locale et nationale par exercices de visualisation et des moments d'apprentissage afin de proposer une alternative féministe.
- L'inscription pour les événements parallèles de CSW est ouverte et son timing est bon pour développer un événement pour présenter les résultats de la conférence.
- La réflexion collective basée sur d'autres séances pour rédiger un communiqué et mettre à jour la Déclaration de Bogota selon les recommandations qui peuvent être reprises dans d'autres espaces comme le processus FFD (le rapport de la force opérationnelle interinstitutionnel), UNCSW, WB et les Rencontres annuelles et du printemps IMF, coalition d'action pour l'Egalité des générations (engagement sur la fiscalité et le genre). Nous allons utiliser cet espace pour mettre à jour les engagements faits dans le cadre de la Déclaration de Bogota et y intégrer les réalités courantes et plus de réflexion.
- Une **force opérationnelle** sera établie pour rédiger le communiqué de la conférence et mettre à jour la Déclaration de Bogota pour conclure des idées et demandes de la conférence qui envisagent un système fiscal et économique féministe.

Public :

Féministes et mouvements

Des femmes des mouvements sociaux de base

Des mouvements pour la justice fiscale et des droits des femmes

L'académie du leadership de la fiscalité et du genre de la GATJ

Législateurs
Société Civile
L'académie et la recherche
Des syndicats

Méthodes de travail

La conférence mondiale sera coordonnée et dirigée par les membres du groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ, en étroite collaboration avec ses réseaux régionaux. Des appels réguliers avec la GATJ et les autres organisateurs seront organisés pour assurer une préparation et une mise en œuvre efficaces de la conférence.

Méthodes de travail - organisation et logistique - Faites-nous savoir votre capacité à soutenir l'organisation de la conférence, que ce soit au niveau de l'élaboration du contenu ou de la contribution budgétaire.

Coorganisateur - voyez séparément la note des coorganisateur et le budget de la conférence.

1. Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (GATJ)
2. African Women's Development and Communications Network (FEMNET)
3. Nawi – Afrifem Macroeconomics Collective (NAWI Collective)
4. ActionAid International
5. ChristianAid
6. Women's Working Group on FFD (WWG on FFD)
7. Center for Economic and Social Rights (CESR)
8. OXFAM GB (TBC)
9. Association for Women's Rights in Development (AWID)
10. Queen's University, Faculty of Law
11. Public Services International (PSI)
12. Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)
13. International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAP-AP)
14. Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)
15. Womankind Worldwide
16. Akina Mama wa Afrika
17. Tax Justice Network Africa (TJNA)
18. Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA),
19. Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe (RJFALC),
20. Tax Justice-Europe (TJ-E),
21. North America Network (FACT Coalition, et Des canadiens pour la Justice Fiscale).